

LE JOUR, 1950
18 FEVRIER 1950

ENTRE BEYROUTH ET DAMAS

De Syrie, sur l'union douanière et les rapports économiques avec le Liban, des échos divers nous parviennent. Il n'est pas sûr que les questions soient comprises à Damas comme il le faudrait.

Si la raison prévalait, si l'équité avait le pas sur les passions, le Liban bénéficierait dans le climat syrien de plus de compréhension et d'attitudes moins agressives. Nous avons fait trop de bien à la Syrie pour qu'elle nous veuille le mal.

Il est clair qu'aucune union douanière ne passera jamais pour nous avant notre destin politique et notre droit à la vie. Il y a des matières avec lesquelles on ne joue pas. Nous irons, certes, sans défaillance, jusqu'aux dernières limites de la bonne volonté pour assurer la collaboration libano-syrienne, mais personne à Damas ne contestera que la bonne volonté la plus vaste a des limites.

Il dépend rigoureusement de la Syrie de vouloir de notre amitié fidèle, de notre clientèle, de nos ressources, ou de n'en vouloir pas. Et la Syrie devrait se souvenir que nous avons apporté à la consolidation de son indépendance, depuis qu'elle est menacée, le concours le plus actif et le plus désintéressé.

En tout, nous sommes allés jusqu'au plus haut palier de ce qui est permis à un Etat indépendant envers un autre Etat indépendant. Si la situation était envisagée avec sérénité, si l'objectivité devenait la règle, si le préjugé tombait, si le Gouvernement syrien voyait enfin en nous, Libanais, les amis les plus sûrs, les plus précieux, les choses s'arrangeraient aisément entre Damas et Beyrouth. Mais Damas ne nous rend pas justice comme il faudrait. Or, la Syrie en cela se fait du tort plus qu'à nous autres.

Ainsi, par exemple, du cours de la livre syrienne par rapport à la nôtre. Ce cours est entièrement entre les mains des Syriens eux-mêmes. Il ne dépend pas de nous que les Syriens aient une opinion meilleure de leur monnaie, ni qu'ils améliorent qualitativement cette monnaie par rapport à la nôtre. Tout ce que nous pouvions faire sans nous faire le tort le plus gratuit et le plus grave, tout ce que nous pouvions faire pour être utiles à la Syrie dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, a été fait. C'est du côté syrien, il nous semble, que, plus d'une fois, les engagements n'ont pas été tenus, que les choses tranchées ont été remises en discussion.

L'actuel Président du Conseil de Syrie, dont les mérites sont grands, dont les connaissances sont vastes et l'expérience très étendue, le sait sans doute mieux que personne ; et, avec lui, plus d'un ministre syrien parmi les plus qualifiés. La Syrie peut faire de sa monnaie ce qu'elle veut et elle en fait, effectivement, ce qu'elle veut. Nous sommes étrangers à ses variations ; nous en avons les mains nettes. C'est notre droit peut-être, de rappeler ici que le cours actuel de nos monnaies respectives appelle raisonnablement un accroissement des dépenses libanaises en Syrie de nature à rétablir rapidement l'équilibre si la Syrie se montrait plus libérale envers nous.

Il n'est pas de gouvernant libanais, croyons-nous, qui doive se faire le moindre reproche d'avoir fait le moindre tort à la Syrie. A plus d'un, c'est le contraire qu'on pourrait reprocher car il est arrivé à plus d'un de s'illustrer par un excès de zèle envers nos bons voisins.

La légende pernicieuse dont la propagande syrienne se sert parfois contre nous, le Gouvernement syrien se fera honneur de lui substituer, virilement, dans l'opinion syrienne, la vérité pure et simple.

Entre Damas et Beyrouth, il faudra toujours, pour s'entendre, le désir et la volonté préalables de s'entendre. Or, c'est la règle que nous suivons au Liban depuis des années. Pouvons-nous espérer maintenant qu'au lieu d'insinuations et de menaces variées on fera un petit effort pour nous mieux comprendre à Damas ?